



RENDU EXECUTOIRE LE

- 2 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0082-AR

S'LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0082du **19 JAN. 2024****DGAS***Service des Etablissements**39 rue de Beaulieu**86034 POITIERS CEDEX*

fixant à compter de 2024

les tarifs hébergement pour les bénéficiaires de

l'aide sociale aux Résidences Autonomie

« Marie Louise Troubat », « Edith Augustin »,

« Marie Noël » et « René Crozet » à Poitiers

gérées par le CCAS de Poitiers

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 27 septembre 2021 portant habilitation partielle des Résidences Autonomie « Marie Louise Troubat », « Edith Augustin », « Marie Noël » et « René Crozet » de Poitiers à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0033 du 29 octobre 2021 relative à l'habilitation partielle des Résidences Autonomie « Marie Louise Troubat », « Edith Augustin », « Marie Noël » et « René Crozet » de Poitiers à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Les tarifs journaliers relatifs à l'hébergement des personnes âgées, remboursables aux Résidences Autonomie gérées par le CCAS de Poitiers sont fixés à compter de 2024 comme suit :

46,59 € pour les Résidences « Edith Augustin » et « Marie Noël »,

51,77 € pour les Résidences « Marie-Louise Troubat » et « René Crozet ».

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0082-AR

SLO

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne laviennne86.fr.

Fait à POITIERS, le **19 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON